Nations Unies E/CN.6/2004/NGO/9

Conseil économique et social

Distr. générale
14 janvier 2004
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme
Quarante-huitième session
1er-12 mars 2004
Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire*
Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2002 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures prises dans les domaines critiques et autres dispositions et initiatives à prendre en la matière : le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité entre les sexes

Déclaration présentée par la Catholic Women's League Australia, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste du Conseil

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2004/1.

04-21004 (F) 100204 100204

La quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme est pour nous l'occasion d'affirmer que nous sommes favorables à ce que hommes et femmes, garçons et filles travaillent ensemble en vue de réaliser l'égalité des sexes.

La violence sexospécifique sévit à tous les niveaux de la société et dans toutes les sociétés du monde. Elle demeure l'un des principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes. Il ressort d'enquêtes récemment réalisées par le Parlement européen qu'au moins une femme sur cinq a subi des actes de violence de la part de son conjoint ou de son compagnon. La traite des femmes et des petites filles aux fins d'exploitation sexuelle demeure l'un des secteurs de la criminalité transnationale en expansion rapide. Selon les estimations, plus de 4 millions de personnes, en particulier des femmes et des enfants, sont, chaque année, victimes d'un trafic international.

Nous demandons à tous, hommes et femmes, de reconnaître qu'ils sont susceptibles de participer à la violence qui s'exerce à l'égard des femmes et de travailler ensemble dans le cadre d'une campagne concertée et mondiale visant à lutter contre cette violence et à promouvoir le respect de soi et des autres.

Nous sommes partisans de l'adoption des mesures nécessaires, en particulier aux niveaux de l'éducation primaire et secondaire, afin de venir à bout des schémas de comportement sociaux et culturels auxquels se conforment tant les hommes que les femmes et qui engendrent la violence. Hommes et femmes doivent recevoir la même éducation, dispensée en collaboration avec la famille et suivant des programmes soulignant l'importance de chaque sexe. Les inégalités dans l'enseignement et dans l'accès aux matériaux pédagogiques doivent être éliminées, en particulier dans les pays en développement où les petites filles se voient systématiquement dénier l'accès à l'enseignement primaire. Tout étudiant devrait pouvoir mener ses études sans crainte, dans la confiance et la sécurité. Les enseignants devraient pareillement pouvoir enseigner librement et sans être exposés à aucune pression ou intimidation.

Tout projet de programme éducatif doit prendre en considération les différences physiologiques entre le cerveau des filles et celui des garçons. Le cerveau des hommes sécrète moins d'oxytocine et de sérotonine mais plus de testostérone et de vasopressine que le cerveau des femmes et, partant, les hommes sont davantage portés à la compétition, cherchant à faire leurs preuves dans leur quête d'identité[1]. La tendance à la violence qui peut en résulter peut être atténuée au cours du développement de l'enfant en lui proposant en exemple des adultes, femmes et hommes, pouvant lui servir de modèle.

Nous appuyons également l'élimination des préjugés et des pratiques culturelles, telles que les mutilations génitales, l'avortement des foetus de sexe féminin ou le mariage des enfants, qui sont fondés sur la conviction que les femmes sont inférieures aux hommes. Les organisations non gouvernementales, l'ONU et les organisations apparentées et les États Membres devraient reconnaître l'importance de la famille traditionnelle dont chaque pays tire son capital humain, masculin et féminin et qui est la source première d'éducation de femmes et d'hommes d'un comportement conforme à des valeurs et normes sociales acceptables. Tous les gouvernements des États Membres, s'ils adhèrent aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ont l'obligation d'oeuvrer en faveur de l'égalité

[1] Michael Gurian, <CNN.com> (health 05/10/03).

des sexes. Ils devraient formuler et mettre en oeuvre des mesures d'aide aux parents pour que puisse se développer la complémentarité des rôles interactifs des hommes et des femmes tout au long du cycle de la vie familiale.

L'élaboration et l'application des programmes d'éducation pour tous et de sensibilisation devraient viser tant les femmes que les hommes. Ces programmes devraient porter, entre autres questions, sur la discrimination à l'égard des femmes, les conséquences de la violence dont elles sont l'objet, les risques inhérents à la contraception, l'avortement et la pilule du lendemain, les avantages de la « contrainte morale » et, surtout, l'importance de **toutes** les femmes et ce qu'elles peuvent apporter à la communauté, tant sur le plan familial que sur le plan professionnel.

Nous condamnons la promotion constante des contraceptifs, de l'avortement, de la pilule du lendemain et de la prostitution légale, toutes pratiques pouvant porter atteinte aux femmes et aux jeunes filles dans leur corps et dans leur esprit. Des statistiques récentes révèlent un lien irréfutable entre l'augmentation des cas de maladies sexuellement transmissibles, de cancer, de papillomavirus humain et de VIH (mortel) et la prétendue libération sexuelle des femmes, du fait de la simplification de l'accès aux méthodes de contraception et de leur utilisation. Les gouvernements et les organisations internationales actives dans ce domaine continuent de promouvoir une utilisation généralisée des préservatifs afin de garantir une « sexualité sans risque », bien que les fabricants de préservatifs reconnaissent eux-mêmes que seule l'abstinence élimine tout risque.

Il y a 50 ans, les docteurs Evelyn et John Billings ont mis au point la Méthode d'ovulation Billings, une méthode naturelle de contrôle des naissances. Les partisans de la planification familiale sont peu favorables à cette méthode que la Chine, après la Conférence de Beijing, a néanmoins soutenue sans réserve, obtenant d'excellents résultats. Dans tous les cantons chinois, cette méthode simple a été enseignée aux médecins. Les femmes qui l'utilisent correctement obtiennent 100 % de réussite. Elle accroît l'autonomie des femmes en leur permettant de mieux comprendre le fonctionnement de leur corps, ce qui est leur droit légitime. Des précisions sur cette méthode figurent sur le site Web d'Evelyn et John Billings, situé à l'adresse suivante : <www.woomb.org>.

Bien que les preuves scientifiques invalidant les arguments des partisans de la légalisation de l'avortement s'accumulent, les femmes défendant les droits de l'enfant à naître, promouvant la monogamie et s'opposant à l'abaissement de l'âge minimum légal du consentement à des relations sexuelles et à la légalisation de la prostitution sont souvent critiquées et marginalisées par ceux, femmes et hommes, qui prônent la liberté de choix et par de nombreuses personnalités politiques, gouvernements et organes internationaux, qu'intimident la rhétorique de l'armée des partisans du libre choix.

Nous demandons que la souffrance de toutes ces femmes qui, tous les jours, injuriées ou battues, sont livrées, sans qu'on s'en préoccupe, à la violence, soit mondialement reconnue.

Nous préconisons l'élaboration de stratégies médiatiques mondiales dénonçant toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale, les mutilations génitales, l'avortement des foetus de sexe féminin, l'utilisation de méthodes de contraception artificielles, l'avortement et l'esclavage sexuel.

Si certains hommes ne sont pas favorables à l'égalité, de nombreux autres en sont partisans. Une importante association d'hommes américaine, « Founding Fathers », reconnaît la réalité de la violence à l'égard des femmes et des enfants. Ses membres souhaitent un nouveau type de société, où la politesse et le respect ne soient pas de mise seulement certains jours de l'année, où l'on enseigne aux garçons qu'être violent ne signifie pas que l'on est fort et où les hommes, avec courage, montrent la voie avec conviction et, d'une seule voix, disent « Arrêtez ».

Nous demandons à tous, femmes et hommes, à l'ONU et aux organisations apparentées, ainsi qu'aux États Membres et aux organisations non gouvernementales, de favoriser l'édification d'une civilisation dans laquelle tout être humain sera le bienvenu et sera honoré et respecté, quels que soient son âge et sa situation sociale, qu'il soit femme ou homme, handicapé ou en bonne santé, riche ou pauvre.

Nous demandons à toutes les femmes et à tous les hommes, à l'ONU et aux organisations apparentées, ainsi qu'aux États Membres, d'appuyer et de promouvoir la contrainte morale, les programmes en faveur de l'abstinence et les relations monogames.

Nous demandons à l'ONU et aux organisations apparentées, aux États Membres et aux organisations non gouvernementales d'appuyer et d'assister les associations d'hommes qui luttent contre la violence à l'égard des femmes et des enfants.

En outre, nous recommandons instamment que l'ONU et les organisations apparentées, les États Membres et les organisations non gouvernementales se penchent à nouveau attentivement sur l'alinéa ii) de l'ordre du jour de la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, qui porte précisément sur la violence à l'égard des femmes et des enfants, en particulier la traite des femmes et des petites filles aux fins de l'esclavage sexuel.